

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50 F

SAMEDI 8 OCTOBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,50 F.

EDITORIAL

Martinique: A bas l'arbitraire colonial!

L'affaire Gros-du-Bois est loin d'être réglée. En effet, suite à sa grève et aux différentes manifestations, Gros-du-Bois avait eu de l'administration coloniale l'assurance qu'il serait réintégré, titularisé en France et prioritaire sur les listes des agents des PTT demandant leur mutation pour la Martinique. Aujourd'hui, tout cela s'est avéré n'être que mensonge. Car Gros-du-Bois a reçu deux papiers qui n'ont rien d'officiel sans aucune signature ni référence, l'invitant à occuper un poste en France.

Le souci de l'administration coloniale était en fait de calmer les esprits et d'empêcher que le mécontentement de la population ne déborde trop dans les rues.

Aujourd'hui le préfet tergiverse avec un homme qui a été licencié de son travail sur une accusation non fondée de vol.

Mais Gros-du-Bois n'est pas le seul cas. C'est continuellement que les atteintes aux libertés individuelles sont perpétrées ici. Ne voulait-on pas muter en France Vassier du PPM ? Enéléda, cadre à la SIMAR responsable syndical et pourtant membre du KPR a été licencié parce qu'il a osé dénoncer tous les tripotillages des cadres de l'Informatique de son entreprise. Cayol, directeur d'école du Gros-Morne a été suspendu de ses fonctions pour avoir fait grève à la rentrée scolaire les 15 et 16 septembre. Des camarades de notre tendance ont été convoqués par la gendarmerie pour le simple fait de s'être exprimés publiquement lors de notre tournée dans les communes au mois d'août. "Être libres" aux Antilles, c'est avant tout se faire et accepter sans broncher toute la situation coloniale.

Mais pour tous ceux qui relèvent à leur manière la tête, l'administration montre son vrai visage, celui de la censure et de la répression.

En Indochine et en Algérie, toutes ces méthodes n'ont pas empêché que soient brutalement mis à la porte tous ces colonialistes, par les populations excédées. Tôt ou tard il en sera de même aux Antilles.

A toutes les vexations et les violences colonialistes nous devons et nous pouvons opposer notre riposte immédiate. Quoiqu'il en soit, c'est au travers de toutes ces humiliations subies depuis

(suite en page 2)

Martinique

VICTOIRE DES DOCKERS!

Le conflit opposant les dockers aux manutentionnaires et à la Transat vient de prendre fin après plus de 4 semaines de lutte, par une victoire.

Les dockers exigent l'augmentation des effectifs par équipes et en particulier de l'équipe au sol qui décharge et charge les conteneurs, soit de 8 hommes au lieu de 4. Ils ont obtenu que cette équipe passe à 6 hommes.

Selon le syndicat C.G.T.M des dockers, l'effectif à quai est passé de 660 travailleurs à 300 en 1973, après la conteneurisation. Il aura fallu que les ouvriers dockers mènent une grève très dure, à tel point que certains bateaux sont repartis sans avoir pu décharger leurs marchandises ni faire leur chargement de bananes.

Ils ont immobilisé le port de Fort de France pendant plusieurs semaines et re-

duit pendant cette période, les profits des capitalistes.

Même si la direction de la Transat essaie maintenant de revenir sur l'acquis obtenu par les dockers en établissant des dispositions particulières selon le volume des conteneurs, même si les travailleurs n'ont pas obtenu satisfaction sur toute la ligne, c'est quand même une victoire qu'ils ont remportée.

C'est parce qu'ils ont immobilisé le port de Fort de France pendant des semaines, parce qu'ils ont réduit pendant cette période les profits des capitalistes qu'ils ont pu gagner.

Et, même si cette grève a pu être une gêne pour même une partie de la population, cette victoire est aussi la sienne.

La lutte pour l'emploi concerne tous les travailleurs de ce pays.

POINTE-A-PITRE

RETOUR DES CARTES DE STATIONNEMENT

Pepuis lundi 3 octobre, le stationnement le long des grandes artères de Pointe à Pitre est à nouveau payant. Dans les rues Frébault, Nozière, Schoelcher, dans la rue A. R. Boineuf et sur le boulevard Chanzy.

Il faut dire que la circulation dans les rues de Pointe à Pitre, surtout en ce début d'année scolaire, est bien souvent un cauchemar.

Les élus tentent donc tout et n'importe quoi pour essayer de désengorger ce centre-ville dans lequel viennent s'agglutiner chaque jour des milliers de travailleurs et de passants.

Et à l'heure actuelle, pour décourager les stationnements trop longs ou répétés dans la ville, la seule solution que trouve la municipalité est de faire payer. Il n'y a d'ailleurs aucune originalité en la matière, car c'est le procédé qu'adoptent les responsables de beaucoup de grandes villes.

Un peut dire qu'un franc ce n'est pas cher!

Mais pourquoi faut-il admettre de payer pour se garer dans les rues, lieux publics par excellence, sans sécurité

particulière pour les voitures, sans abri, etc...?

Tout simplement parce que nous vivons dans une société où la conception urbaine est absolument rétrograde, dans une société où les villes ne cessent de concentrer dans leur cœur les activités de milliers, lorsque ce n'est de millions d'individus, les obligeant à s'engouffrer tous aux mêmes heures, dans les villes, vidant les faubourgs et communes parfois très éloignés. Cette société, la société capitaliste et de plus, coloniale, de profits, est incapable de prévoir un développement harmonieux entre l'habitat les lieux de travail et de loisirs.

En tout cas, il est fort probable que le franc de stationnement horaire ne règlera pas le problème de la circulation et du stationnement à Pointe à Pitre.

ACHETEZ LISEZ

LE MENSUEL COMBAT OUVRIER!

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Régio du Journal : Pointe-à-Pitre N° 79
6ème
supplément au mensuel

la gabegie rectoriale

La rentrée scolaire n'est pas encore terminée, notamment en ce qui concerne les matières scientifiques. Au seul CES de Trinité, il manque au moins deux professeurs de mathématiques et il en est ainsi dans de nombreux établissements de la Martinique. En Guadeloupe, c'est la même situation qui est rencontrée et cette fois pas seulement dans les disciplines scientifiques mais aussi en lettres, histoire, Espagnol et Anglais. A tel point que le rectorat a cru bon de faire passer sur les ondes radiophoniques des appels désespérés à tous ceux qui seraient en mesure d'enseigner dans ces disciplines.

Ainsi donc, le Recteur Doumenge aurait si bien fait son travail que non seulement pas un maître auxiliaire ne serait en chômage dans l'académie, mais même il en manquerait. De là à déduire que la solution serait de faire venir par centaines des professeurs métropolitains, il n'y a qu'un pas que le recteur serait tout prêt à franchir si les enseignants Antillais le laissent faire.

En réalité, le manque de professeurs surtout dans les matières littéraires n'est ni plus ni moins le résultat d'une politique : celle qui consiste à maintenir en France un certain nombre de professeurs des Antilles qui depuis des années demandent leur mutation mais se la voient refuser simplement pour des raisons politiques. C'est ainsi par exemple qu'un professeur Martiniquais de Sciences économiques et sociales qui avait demandé puis obtenu un poste à Fort-de-France, s'est vu envoyer à Saint-Etienne suite à une enquête du ministère des DOM. Et l'on pourrait très certainement signaler de nombreux autres cas du même genre. En outre, de nombreux étudiants possédant une licence ou une maîtrise ont préféré repartir en France de peur d'être chômeurs aux Antilles. En faisant appel à tous ces diplômés il serait fort possible d'assurer tous les enseignements. Et puis, pourquoi ne pourrait-on former sur place et de manière accélérée les profes-

seurs de sciences et de mathématiques qui manquent, en ouvrant dans l'Académie un centre de formation des maîtres ? Tout cela est possible, mais le gouvernement colonialiste français refuse d'appliquer une telle politique. Et si aujourd'hui le rectorat peut entretenir l'idée qu'il manque des professeurs, c'est bien parce qu'il entend perpétuer cette politique coloniale en évinçant de Guadeloupe et de la Martinique ceux qui à juste titre réclament de pouvoir travailler dans le pays où toute leur vie est organisée.

En attendant, ce sont les élèves qui font les frais de cette pagaille qui règne dans les établissements scolaires. C'est fait d'une telle situation.

Mais les enseignants ne sont pas prêts à rester les bras croisés face à cela. C'est ainsi que le SNI en Martinique a prévu pour la première quinzaine d'octobre toute une série de manifestations de protestation.

C'est précisément dans la voie d'une véritable mobilisation des enseignants, des parents et des élèves qu'il faut se diriger pour faire céder le recteur et combattre sa politique scolaire rétrograde et raciste.

GROSSE MONTAGNE les basses manoeuvres de la direction

Contrainte de revenir sur sa décision de licencier nos camarades permanents, la direction veut à tout prix en faire supporter les conséquences à plusieurs travailleurs. C'est ainsi qu'elle cherche par tous les moyens à faire accepter des responsables syndicaux, le statut de saisonnier pour les travailleurs qui sont permanents depuis deux ans.

Les travailleurs ont refusé de cautionner une telle proposition qui remet en cause le statut de permanent de certains travailleurs et les responsables syndicaux n'ont pas signé les procès-verbaux ambigus que la direction leur ont proposés.

D'ailleurs, les ouvriers ont imposé eux-mêmes à la direction un procès-verbal dans lequel elle devait s'engager à respecter le statut de permanent des travailleurs, mais aussi à garantir à tous les travailleurs du travail durant onze mois.

Jusqu'ici, la direction n'a pas encore pris en considération ce procès-verbal. Les travailleurs ont décidé à le lui faire respecter.

MARTINIQUE

ERRATUM

Dans l'article intitulé " La polémique au sein de la gauche : vrais ou faux problèmes " dans notre bi-hebdomadaire du 4 octobre, nous citons parmi les " faux hommes de gauche " Sablé, Marie-Jeanne et Emile Maurice. Il ne s'agit bien évidemment pas du maire de Rivière Pilote, mais de Marie-Anne, ex-sénateur PPM puis RPR de la Martinique.

Le lecteur aura rectifié de lui-même.

(SUITE)

des siècles par les colonialistes, au travers de cette longue nuit coloniale jalonnée d'injustices et de massacres, c'est en éprouvant toujours plus le sentiment d'être un peuple vassalisé, écrasé, piétiné sous la botte coloniale qu'est en train, en ce moment même de se forger chez des milliers de gens la conscience qu'il est grand temps de se débarrasser une fois pour toutes du système colonial.

GUADELOUPE

qui sont les véritables étrangers ?

Depuis quelque temps souffle en Guadeloupe un vent d'opposition à la présence de travailleurs étrangers, en particulier les Haïtiens et les Dominicains.

Chacun d'ailleurs prétend se donner une raison valable. Ainsi pour certains, les jeunes Dominicains seraient responsables de l'introduction de certaines drogues en Guadeloupe. Comme s'il avait fallu que les Dominicains arrivent ici pour que la drogue fasse son apparition ! On semble oublier, il n'y a pas si longtemps de cela, que des jeunes Guadeloupéens bien de chez nous furent impliqués dans une histoire de trafic de drogue. Mais étant de " bonne famille ", leurs noms ne furent pas publiés par France-Antilles, toujours prompt à publier les photos de jeunes impliqués dans le plus petit larcin...

Pour d'autres, les travailleurs Haïtiens viennent concurrencer les travailleurs Guadeloupéens. D'ailleurs, bon nombre de travailleurs se satisfont de cette explication.

En fait, ceux qui tirent grand profit de la présence des travailleurs étrangers ce sont les gros capitalistes de la banane et de la canne qui les emploient pour des salaires de famine et sans assurances sociales. Et il ne faut pas oublier que l'administration ne fait rien qui aille à l'encontre des intérêts de ces messieurs.

La seule voie juste, c'est de réclamer du travail pour tous, de discuter avec les travailleurs étrangers pour les aider à s'organiser au sein des syndicats.

En fait, les seuls vrais étrangers ici ce sont les préfets, forces de répression et autres chefs des services administratifs.

Ce sont eux qui devront partir un jour !

MUSIQUE

SORTIE DU 33 TOURS DE FAL FRETTE

L'ensemble de jazz Fal Frette vient de sortir son premier 33 tours. Rappelons que Fal Frette s'était produit au Gala de Combat Ouvrier en Guadeloupe et y avait recueilli un vif succès. Nous ne saurions trop recommander à tous ceux qui aiment la bonne musique d'acheter ce disque afin de faire si nécessaire connaissance avec Fal Frette.

GUADELOUPE pour les pauvres : une médecine au rabais

Les médecins-chefs de services de chirurgie de l'hôpital général sont-ils payés par ce dernier pour opérer tous les malades, sans distinction de classe ou pour n'opérer que leurs malades privés qui les payent directement ?

C'est ainsi que l'on voit chaque jour dans les salles d'opérations des malades de milieu modeste : ouvriers et paysans, opérés par les internes de ces services qui comme on dit " font leurs mains " et ceci sans la surveillance de leurs chefs chirurgiens.

En effet, ces messieurs, les chefs de service, la plupart du temps ne sont même pas à l'hôpital ; ils sont à la polyclinique en train d'opérer leurs " privés " ou chez eux devant leur télévision.

Donc dans le système capitaliste, il existe deux médecines : une pour les riches et une pour les pauvres. Il est urgent de mettre fin à ce système pour que cela cesse.